
Lituanie : poursuite de la politique de refoulement des migrants irréguliers

Description

Malgré l'amélioration constatée à la frontière avec le Bélarus, la Lituanie n'entend pas encore mettre fin à sa politique de refoulement des migrants irréguliers. Devant la Commission parlementaire des droits de l'homme, le vice-ministre lituanien de l'Intérieur Arnoldas Abramavičius a estimé le 7 janvier qu'un millier de migrants étaient encore amassés le long de la frontière et que les conditions n'étaient donc pas encore réunies pour baisser la garde. Au cours de la semaine passée, aucune tentative de passage de la frontière n'a été constatée.

L'agence européenne Frontex a déjà tancé Vilnius, estimant qu'il fallait mettre fin à cette politique de refoulement qui viole les principes du droit d'asile et des droits humains.

La Première ministre Ingrida Šimonytė a quant à elle estimé le 5 janvier que l'état d'urgence, décrété en août 2021, ne serait pas prolongé au-delà du 15 janvier le long des 175km de frontière avec le Bélarus et dans les camps qui accueillent les migrants. Aux termes de cet état d'urgence, les gardes-frontières ont pu être assistés des services de la police et de l'armée, autorisés à utiliser la « coercition mentale » et la « violence physique proportionnelle » dans le cadre de la loi afin d'empêcher les migrants de pénétrer sur ce territoire de l'Union européenne.

Actuellement, 4 200 migrants, majoritairement irakiens, sont entrés en Lituanie de manière irrégulière et 3 166 sont installés dans les cinq camps créés sur le territoire, le temps que leur demande d'asile soit examinée. Les autorités lituaniennes ont renvoyé 537 migrants vers leur pays d'origine, dont 482 sur une base volontaire.

Sources : *Infomigrants.net, Lrt.lt, The Baltic Times.*

date créée

09/01/2022

Champs de Méta

Auteur-article : Céline Bayou